

Inauguration de la Chaire « Education à l'écocitoyenneté et au développement durable »

Université Saint-Joseph, Beyrouth, 6 Mai 2016

Allocution de Ghassan Salame

Comment oser discourir sur l'écologie en présence de Nicolas Hulot? Comment parler d'environnement alors que son défenseur patenté est aujourd'hui parmi nous ? Vous comprendrez, chers amis, que je ne cours point une telle aventure, lui laissant la tâche de nous instruire sur la solidarité sans laquelle un siècle déjà passablement entamé pourrait se révéler bien obscur.

Je vous parlerai plutôt d'éducation et d'abord pour saluer la Fondation Diane qui a pris l'heureuse initiative d'établir cette Chaire de l'éducation à l'écocitoyenneté et au développement durable. Je voudrais également féliciter l'université Saint-Joseph, mon Alma mater, pour l'avoir accueillie dans ses vénérables murs. A la nouvelle chaire, je souhaite une vie longue et une activité intense, tant je suis convaincu que le rôle des universités ne saurait se réduire à la formation professionnelle ou à la délivrance des diplômes. Pour cet âge médian mais crucial entre l'adolescence et la vie adulte, entre le temps de la formation et celui du travail, entre la dépendance et la responsabilité, l'université joue, devrait jouer, un rôle premier dans la constitution du jeune individu en citoyen.

Et dans ce beau pays qu'est le nôtre, il n'y a guère de mission plus élevée, ni de tâche plus urgente.

Etre citoyen c'est ne pas rechigner à participer aux consultations électorales; et une majorité d'entre nous s'y refuse en se disant que cela ne servirait à rien.

Etre citoyen c'est considérer l' élu national ou local comme redevable de son mandat, digne ou au contraire indigne d'être maintenu à son poste en fonction de sa fidélité au programme sur lequel il s'était engagé ; et nous continuons à réélire les mêmes, oubliant ainsi la fameuse apostrophe d'Orwell qu'« un

peuple qui élit des corrompus, des renégats, des imposteurs, des voleurs ou des traîtres n'est pas victime. Il est complice ».

Etre citoyen c'est reconnaître l'importance de la ligne de partage entre le privé et le public et donc ne pas admettre que le domaine public soit soumis aux intérêts privés ; et on vient d'être classés tout en haut de la liste des pays minés par la corruption. En fait, une majorité écrasante de nos concitoyens pense que notre pays est encore plus atteint de ce mal en 2016 qu'il ne l'était un an plus tôt.

Etre citoyen c'est croire au concept fondateur du contrat social et accepter qu'on ne puisse rien demander à l'Etat si on ne lui donne pas en retour sa loyauté active ; mais du contrat social nous n'avons que faire et nous attendons de l'Etat qu'il nous fournisse tout et ne nous demande rien en retour.

Etre citoyen c'est reconnaître que l'Etat n'est pas une simple vache à lait dont les groupes organisés se partagent les ressources ; mais nous sommes témoins tous les jours de transactions plus ou moins honteuses pour partager le gâteau et les maigres ressources d'un Etat déjà exsangue.

Etre citoyen c'est être solidaire des autres, de tous les autres, et c'est donc faire prévaloir le lien volontaire qui nous lie à tous nos concitoyens sur les vieilles affiliations dont nous sommes simplement héritiers ; mais nous ne cessons de patauger dans nos clanismes primaires, comme parqués dans nos groupes traditionnels et condamnés à en être prisonniers jusqu'à l'éternité.

Etre citoyen enfin c'est considérer la propreté de sa ville ou de son village comme une extension de la propreté que nous exigeons dans notre domaine privé ; mais nous nous sommes résignés à vivre pendant des mois entourés de nos propres ordures, déshonneur qui risque de nous frapper à nouveau dans l'avenir proche.

Eduquer à la concitoyenneté n'est donc pas un luxe que les Libanais se permettraient pour compléter un quelconque curriculum. C'est, tout au contraire, un devoir que nous avons bien tardé à assumer, une obligation que nous n'avons ignorée qu'à nos propres dépens, une urgence que nous ne devons plus reporter. Il en va de notre présent misérable à plus d'un égard, et il en va aussi de l'avenir de nos enfants.

Une telle éducation devrait à mes yeux avoir l'ambition d'altérer, et en profondeur, trois rapports fondamentaux de notre existence : à la politique, au temps et à l'espace.

D'abord notre rapport à nos *institutions politiques*. Jusqu'à quand pouvons-nous tolérer une telle paralysie de nos structures de gouvernance avec une présidence vacante, un parlement auto-prolongé sans raison convaincante et pratiquement en arrêt d'activité, et un gouvernement qui n'a de sa fonction que le nom ? Je ne peux croire que l'on puisse penser que cet affaissement de l'Etat est un fruit du hasard ou même des complots étrangers. J'y trouve d'abord un grave déficit de l'esprit citoyen. Car il n'y a rien de plus erroné que de croire qu'un citoyen heureux est possible sans un Etat qui marche. Bien au contraire, un Etat qui fonctionne est la condition préalable à une société civile épanouie. La faiblesse de l'un entraîne la désorientation de l'autre, la paralysie de l'un suscite l'inefficacité de l'autre. Une même énergie devrait donc reconstruire l'Etat et organiser la société, tant la concitoyenneté est inimaginable sans, à la fois, une autorité publique efficace, transparente et légitime et une société civile active, concernée et exigeante.

Ensuite notre rapport au *temps*. Les liens qui nous unissent paraissent bien inadaptés au temps où nous vivons. Serait-il exagéré de dire que nous faisons coexister des institutions modernes, telle cette université, avec des liens de solidarité pré-modernes comme le sont nos attaches confessionnelles, autant qu'avec des pratiques post-modernes, comme l'illustre notre passion pour les réseaux sociaux ? Nous traversons gaiement les époques avec une agilité dont nous sommes fiers, inconscients que nous sommes du fait qu'à confondre ainsi les temps, nous fragilisons les institutions, nous brouillons les valeurs et nous nous condamnons à l'incertitude.

Car nous vivons bien dans l'incertitude, portant notre passé telle une lourde valise pleine de souvenirs mais dénuée de sens, trompant notre présent avec une légèreté que d'autres nous envient, et observant notre avenir avec un ventre serré par la crainte de l'inconnu. Mais cette incertitude est, croyez-moi, largement de notre fait. Elle est le prix que nous payons pour notre refus de vivre dans un temps unique, avec les institutions qui lui sont propres et les valeurs qui lui sont afférentes. Car la citoyenneté peut difficilement s'épanouir dans une la confusion des genres et des époques. Elle a besoin de repères politiques et éthiques partagés et de critères solides, constants, pour appréhender l'action publique. Il est donc temps de revoir notre rapport au temps, d'assumer la modernité comme une référence dans laquelle nous ne saurions picorer à notre convenance et d'organiser ainsi notre vie publique en fonction de ses normes, seul remède pour sortir de cette lancinante incertitude devenue la plus fidèle de nos compagnes.

Enfin, et c'est bien ce autour de quoi nous nous réunissons aujourd'hui, nous devons revoir notre rapport à *l'espace* dans lequel nous vivons. Disons-le sans ambages : Avec notre propre environnement, nous avons été des prédateurs, des saboteurs, des irresponsables. Non contents de détruire notre patrimoine bâti pendant les années de braise, nous avons aggravé notre peine en construisant n'importe comment et n'importe où, sur les belles plages de notre littoral, sur les flancs boisés de nos piémonts, sur les hauteurs enneigées de nos montagnes. Notre construction effrénée et chaotique est devenue un reflet de notre confusion psychologique et morale. Sur un cadre naturel de toute beauté, nous avons inscrit nos turpitudes, imprimé nos angoisses, exposé nos contradictions.

Et puis nous avons pollué, et nous polluons tous les jours un peu plus, l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, la mer qui nous baigne; et nos bruits polluent nos villes, nos villages et même nos vallées sacrées. Nos pratiques religieuses se font dans le vacarme, nos occasions tant heureuses que tristes se fêtent avec une profusion de coups de feu et nous avons oublié, l'utilité, la beauté, la majesté, du silence. Nous sommes bien agressifs avec l'espace qui nous accueille, comme s'il n'était pas le nôtre, comme si on ne faisait qu'y transiter, comme s'il n'était pas de notre devoir de le transmettre à nos

descendants, au moins aussi propre, aussi beau, aussi vivable que nous l'avons reçu.

Et nous consommons sans retenue tous les éléments que la nature nous a donnés sans aucune attention pour les générations qui nous suivront, avec cet égoïsme du profiteur que conforte notre vieux proverbe : « après le passage de mon âne, peu importe si l'herbe a repoussé ». Notre désintérêt dédaigneux pour la durabilité est un reflet de notre incertitude existentielle. A quoi bon nous préoccuper d'un avenir dont nous ne connaissons pas les contours ? Notre rapport, déjà problématique, au temps trouve ainsi son illustration la plus nocive : Au développement durable, nous préférons la transaction imminente, et nous mettons en danger la promesse des ressources de demain en nous contentant de la jouissance de celles d'aujourd'hui.

Pour qui veut éduquer à l'écocitoyenneté, il y a donc fort à faire. Mais reconnaître l'énormité de la tâche ne doit pas conduire à baisser les bras. Cette nouvelle chaire est bien le symbole de cette conscience retrouvée autant que de la nécessaire détermination. Je scrute aussi avec attention, et avec un brin de bonheur, des mouvements d'indignés, de jeunes en colère contre la gabegie et la mal-gouvernance, et je reprends espoir dans une jeunesse qui n'en peut plus. Cette jeunesse qui s'exprime par le texte ou la chanson, qui signe des pétitions, qui manifeste, qui candidate en ce moment aux élections municipales, et qui me surprend par son sursaut de soutien, aussi spontané qu'admirable, depuis que je brigue le poste que vous savez, cette jeunesse porte l'espoir que nous étions tout près de perdre sans avoir vraiment le courage de nous l'avouer.

Eduquer à la citoyenneté n'est donc guère une invitation à la passivité ou à la résignation mais bien un encouragement à l'indignation, à l'action, et parfois même à la révolte. Si nous avons accepté de vivre dans un Etat paralytique, dans un espace pollué, dans le brouillard des valeurs, nous n'avons aucun droit de transmettre cette résignation aux générations futures. Si nous avons perdu l'envie de changer le monde, nous n'avons pas le droit de les empêcher de s'y essayer. Nous devons, au contraire, tout faire pour les y encourager. J'espère pour ma part qu'ils n'attendent pas notre autorisation.